

# DAKAR

# FACE A

# LISBONNE



Le président Senghor s'entretenant avec notre collaborateur Aquino de Bragança.

Dans une interview, accordée le 20 juillet à un quotidien de Tours, le président Senghor a notamment déclaré : « Nous avons un traité avec la France. Elle doit intervenir diplomatiquement pour faire arrêter les opérations portugaises en territoire sénégalais... »

« Je n'ai évidemment rien contre les Portugais. Mon nom est d'ailleurs d'origine portugaise (de *senhor*, Monsieur). Je dois défendre l'intégrité du territoire sénégalais par tous les moyens et protéger la vie de mes concitoyens.

« Je ne nie pas que nous abritons de nombreux réfugiés guinéens, environ 60 000. Nous ne pouvons pas les empêcher de passer la frontière. Nous ne pouvons leur refuser le droit d'asile et nous nous devons de soigner les malades et les blessés dans nos hôpitaux... »

« Cela nous coûte au demeurant fort cher en frais médicaux et pharmaceutiques. Cela ne signifie pas que nous soutenons, comme semble le prétendre le gouvernement de Lisbonne, le P.A.I.G.C. (Mouvement de Libération de la Guinée).

« Le Sénégal n'est pas le Liban de l'Afrique et la Guinée n'est pas encore la Palestine. Mais, si les attaques se développent, nos cinq mille soldats ne seront pas effrayés par les cinquante mille militaires venus du Portugal.

« Une solution diplomatique serait cependant préférable. C'est pourquoi je regrette que la France n'ait rien fait... »

*Ces déclarations n'ont pas manqué de surprendre les milieux nationalistes africains, où l'on s'interroge sur les intentions du gouvernement sénégalais, où l'on s'inquiète aussi des mesures de « fermeté » adoptées à l'égard des guerrilleros guinéens, comparses, ici, aux fedayin...*

*D'autre part, les puissances racistes et leurs alliés entreprennent de grandes manœuvres à travers tout le continent et l'on retrouve, au centre de toutes ces menées, le Portugal, dont les intérêts coloniaux restent intimement mêlés à la stratégie impérialiste générale en Afrique.*

*Trois de nos collaborateurs examinent cette situation sous ces différents aspects.*

## I. La troisième tentative de Caetano

PAR  
AQUINO DE BRAGANÇA

■ Le très chrétien Dr Marcelo Caetano, dont les guerres coloniales ont été désavouées — quoi qu'on en ait dit — par le pape Paul VI, tente-t-il actuellement de surmonter cette mésaventure ? C'est peut-être le but de la relance d'une opération qui a déjà échoué deux fois, et qui vise à neutraliser le Parti africain de l'Indépendance de la Guinée et du Cap Vert (P.A.I.G.C.) dirigé par Amilcar Cabral.

Récemment encore, le général Ve-

nancio Deslandes, chef d'état-major portugais et *homme fort* du régime, avouait que c'est le P.A.I.G.C. qui mène la lutte la plus dure contre l'occupant (1).

La quasi-totalité des observateurs qui reviennent de Guinée-Bissao reconnaissent que l'armée portugaise est isolée dans les villes côtières et quelques camps retranchés.

Les 35 000 soldats portugais ont à faire face aux unités du P.A.I.G.C. équipées maintenant d'armes puissantes, opérant au cœur du pays, très loin des frontières du Sénégal et de la République de Guinée. Quelques faits montrent à quel point la dégradation de la situation est préoccupante pour Lisbonne :

Le 28 juin un détachement portugais a été surpris non loin du camp retranché d'Empada, dans le centre sud du pays et a perdu six hommes et un lot important d'armes, y compris un mortier. Le 4 juillet, douze Portugais étaient tués après une embuscade sur la route Pirada-Badjocunda.

Le haut commandement portugais reconnaît qu'il s'agit d'une offensive généralisée qui affecte, maintenant, même la région du Gabu, fief des chefs peuhls — alliés fidèles de l'occupant — où la garnison de Pitche est investie.

### De fortes pressions

Dans cette situation, les dirigeants portugais engagèrent de fortes pressions sur les pays voisins, le Sénégal et la République de Guinée, pour les inciter à mettre fin à toute aide aux maquisards, notamment aux facilités relatives au transit des armes et des hommes.

La riposte du président Sékou Touré ne se fit pas attendre et l'armée guinéenne est suffisamment forte pour répondre à toute provocation portugaise aux frontières.

Le gouvernement sénégalais, quant à lui, s'est engagé sur une voie différente. Il porta l'affaire devant les Nations unies et déposa une plainte au Conseil de sécurité contre plusieurs violations de ses frontières par les Portugais. Mais les condamnations prononcées par le Conseil sont restées sans aucune suite.

Les dirigeants portugais invoquent le prétexte bien connu du *droit de suite* contre des *sanctuaires* et celui de la défense de la civilisation occidentale.

« Si, par exemple, disent-ils, la Guinée portugaise tombait aux mains des hors-la-loi, ceux qui les soutiennent et les

*manipulent dans l'ombre — l'U.R.S.S. et la Chine populaire — se serviraient de ce tremplin pour se lancer sur les îles du Cap Vert, clef de voûte de la navigation dans l'Atlantique. »*

Hélas, il semble bien que Dakar ait été sensible aux pressions venues de Lisbonne. Des hôpitaux du P.A.I.G.C. ont été fermés au Sénégal. Non seulement le passage des armes et des renforts est totalement empêché, mais l'acheminement des vivres et des médicaments est sévèrement surveillé. Et l'on ne manque pas de s'interroger, en Afrique, sur les raisons de ce comportement.

Craindrait-on la contagion, en Casamance, de l'exemple révolutionnaire venu de Guinée-Bissao ? La Casamance, on le sait, est une région traditionnellement « difficile » et les anciens opposants du P.R.A.-Sénégal, qui en avaient fait leur fief, y avaient mené une certaine agitation politique qui pourrait fort bien reprendre un jour.

### Une « recolonisation » ?

Le chef de l'Etat sénégalais, qui avait précisé qu'il « n'avait rien contre les Portugais », s'est plaint que ceux-ci l'aient « accusé, à tort, à maintes reprises, d'avoir fourni aux forces de libération nationale des bases pour lancer des attaques contre le territoire guinéen ». Il a rappelé, en même temps, le plan de paix mis au point par le Sénégal en février 1969.

Ce plan, en trois étapes, devrait permettre, selon ses auteurs, de conduire la Guinée-Bissao à l'indépendance, après un cessez-le-feu, et dans le cadre d'une communauté luso-africaine, après une période d'autonomie interne.

Mais, tout en prenant acte des efforts déployés par l'homme d'Etat sénégalais pour tenter de mettre fin à la guerre, les nationalistes africains ne manquent pas de rappeler que, seul, le peuple de la Guinée-Bissao est qualifié pour décider des destinées de son pays et de ses rapports avec le Portugal ; que, pour les forces du P.A.I.G.C., qui ont libéré plus des deux tiers de leur territoire, l'autonomie interne proposée équivaudrait à une *recolonisation*.

Dans cette conjoncture, on ne manque pas de relever l'ambiguïté de la présence à Dakar d'un certain Benjamin Pinto Bull, qui dirige un non moins équivoque *Front pour l'indépendance de la Guinée* (Fling), formation manipulée par les services portugais et désavouée par l'O.U.A. Pinto Bull, dont le frère était encore tout récemment député au Parlement portugais et secrétaire de l'adminis-



tration coloniale de Bissao, avait été reçu deux fois par l'ancien dictateur Salazar. A son retour à Dakar il s'était déclaré, sans donner plus de détails, « satisfait de ces entretiens ».

On ne sait rien non plus des confidences qu'il a pu faire à ce sujet au gouvernement sénégalais. Mais les milieux bien informés considèrent que Pinto Bull continue à être *persona grata* auprès des nouveaux dirigeants de Lisbonne.

Certains observateurs diplomatiques n'ont pas manqué de se demander (2) si les incidents frontaliers entre le Portugal et le Sénégal ne cachent pas une savante manœuvre pour tenter d'imposer le Fling, au détriment du P.A.I.G.C., comme interlocuteur valable et comme trait d'union pour une Afrique *franco-lusitanienne* à laquelle rêvent certains bons esprits à Dakar. Telle serait, tout au moins, la dernière entreprise tentée par M. Caetano.

Aquino de Bragança

(1) Voir *Diário de Notícias*, quotidien officiel de Lisbonne, du 7 juillet 1970.

(2) Alfredo Margarido (« Revue française d'Etudes des Politiques africaines » — N° 53, mai 1970)